

L'équité et la justice distributive

Introduction

I- L'étendue des notions d'équité et de justice distributive

A- Notion de l'équité

- 1) Approche philosophique de la notion
- 2) En droit international public

B- Notion de justice distributive

- 1) Approche philosophique de la notion
- 2) En droit international public

II- Applications des notions d'équité et de justice distributive

A- Rôle et mise en œuvre de l'équité

- 1) Triple rôle de l'équité en droit international public
- 2) Ses moyens de mise en œuvre

B- Finalité de la justice distributive

Conclusion

Le droit international public régit les relations entre les sujets de ce système juridique, qui sont les Etats, les organisations internationales et les quasi-Etats. Parfois, suite à certaines situations, des conflits prennent naissance entre ces Etats. C'est ainsi que l'Organisation des Nations Unies s'assurera de respecter ses buts principaux parmi lesquels on peut citer le maintien de la paix et de la sécurité internationale, en utilisant différents moyens pour gérer ces conflits. Cette gestion de différends se fera soit par prévention, avec par exemple, la signature de différents traités entre les Etats, soit par résolution de conflits, dans le cas où la Cour Internationale de Justice se trouve dans l'obligation de statuer sur une affaire de manière à ce qu'elle ne dégénère pas. Certaines de ces conventions, pour éviter qu'un Etat se sente lésé, applique la notion de l'équité, tout comme la Cour Internationale de Justice peut faire référence à elle lors d'une décision de justice. Par ailleurs, l'équité peut-être utilisée en droit international public pour assurer la bonne gestion et répartition, soit juste, des ressources internationales qui pourraient amener à une idée de justice distributive.

De manière générale en droit, le mot équité entend plusieurs sens. Selon certaines définitions tirées du lexique juridique, l'équité est : « La justice fondée sur l'égalité ; c'est le devoir de rendre à chacun le sien ; le principe qui commande de traiter également des choses égales » ou « l'effort pour établir l'égalité en traitant inégalement les choses inégales ». L'équité peut-être aussi : « l'atténuation, la modification apportées au Droit, à la loi, en considération de circonstances particulières ». Elle peut tout aussi bien être : « La manière de résoudre les litiges en dehors des règles du droit selon des critères tels que la raison, l'utilité, l'amour de la paix, la morale ». C'est : « La justice supérieure au Droit positif, la justice idéale, le Droit naturel » ou tout juste : « Un sentiment de justice »¹.

Quand à la justice distributive, elle se définit par : « le fait d'intervenir l'idée d'une inégalité, ou, plus exactement d'une proportionnalité dans la « distribution » des biens, des récompenses ou des honneurs, qui tient compte de la valeur de chacun »².

Nous verrons au cours du développement de notre sujet, l'étendu des notions d'équité et de justice distributive et leur application en droit international public.

I- L'étendue des notions d'équité et de justice distributive :

¹CORNU, Gérard (2007). Vocabulaire Juridique. Paris: Quadriga, 986 p.

² http://www.universalis.fr/encyclopedie/T321819/JUSTICE_DISTRIBUTIVE.htm

En première partie, nous allons nous concentrer sur la compréhension des notions d'équité et de justice distributive en développant leur approche philosophique et leur définition en droit international public.

A- La notion de l'équité

L'approche philosophique

L'équité et le droit entretiennent des liens depuis la naissance de la société. Le recours à l'équité tend précisément, par l'atténuation de ce que le droit, et surtout le droit écrit, peut avoir de trop rigide, à réduire l'écart pouvant exister entre la justice et le droit³. Selon Saint Thomas : « L'équité ne va pas contre ce qui est juste en soi, mais contre ce qui est juste selon la loi ». Le pouvoir de statuer en équité peut être accordé aux tribunaux soit par un texte spécial, soit par l'effet d'un accord des parties dans des situations particulières. Par ailleurs, l'équité joue un rôle important en matière d'arbitrage, dans les cas où les parties en conflits confient à des personnes privées le soin de trancher leurs litiges comme « amiables compositeurs » en se basant non seulement sur les règles du droit mais aussi sur l'équité.

Certains philosophes ont pris le soin d'analyser le concept de l'équité, tels qu'Aristote et John Rawls. Aristote distingue justice et équité dans le livre V de l'Éthique à Nicomaque. La justice est définie par des principes généraux, égalité arithmétique dans l'échange et égalité proportionnelle au mérite dans la justice distributive, des principes qui garantissent que chacun recevra ce qui lui est dû. Si chacun respecte les lois, la justice est garantie. Pourtant, Aristote estime que cela ne suffit pas car il faut être capable d'aller au-delà de la stricte justice. L'équité et la justice sont à la fois semblables et différentes, mais l'équité vaut mieux, puisqu'elle joue un rôle correcteur. Il dit que la justice sans équité pourrait être injuste et que les lois de la distribution selon la valeur produite doivent être rectifiées en tenant compte des situations particulières. Il faut faire attention à ne pas confondre équité et égalité. Aristote spécifie que l'équité est un principe de la justice

³ TERRÉ, François (1998). Introduction générale au droit, 4^{ème} édition. Paris : Dalloz, 646 p.

distributive alors que l'égalité est un principe de justice commutative. L'équité est donc une égalité proportionnée à la situation des individus.

D'un autre côté, John Rawls, dans son ouvrage « Theory of justice » ou « la théorie de la justice » qui a paru en 1971, il concilie liberté et équité où les inégalités sont tolérables à condition que tous bénéficient d'une égalité des chances pour accéder à des positions plus favorables. L'équité renvoie alors à l'addition de trois principes enchainés selon lui qui sont, d'abord **un principe d'égalité liberté** où toute personne a un droit égal aux libertés fondamentales pourvu que cela soit compatible avec la liberté de tous donc chacun aura les mêmes droits et devoirs de base. Un second principe est celui d'**égalité des chances** où les personnes ayant le même talent doivent avoir la possibilité d'accéder à des positions sociales identiques donc la société doit garantir à tout individu la possibilité d'accéder aux statuts de son choix. Enfin, le troisième et dernier principe est **un principe de différence** où les membres les moins avantagés de la société peuvent être traités différemment pourvu que cela reste à leur bénéfice et au bénéfice de la collectivité toute entière. En bref, l'équité revient à traiter différemment les gens différents de manière à compenser les inégalités de position initiale pour aller vers plus d'égalité réelle. Aussi, elle se réfère aux principes de justice sociale en vigueur dans la société.

L'équité en droit international public

Comme la Cour Internationale de justice l'a noté dans l'affaire Tunisie/Lybie : « Dans l'histoire des systèmes juridiques, le terme *équité* a servi à désigner diverses notions juridiques. On a souvent opposé l'équité aux règles rigides du droit positif, dont la rigueur doit être tempérée pour que justice soit rendue. Cette opposition est généralement sans équivalent dans l'évolution du droit international ; la notion juridique d'équité est un principe général directement applicable en tant que droit »⁴. L'équité trouve son expression la plus achevée dans deux textes importants adoptés sous forme de résolutions par les Nations Unies qui sont « La Déclaration sur le nouvel ordre économique international du 1^{er} Mai 1974 et la Charte de droits et des devoirs économiques des États du 12 Décembre 1974. Elle inspire aussi d'autres textes, y

⁴ <http://www.icj-cij.org/docket/files/78/6761.pdf>

compris des conventions internationales qui s'y réfèrent pour parvenir à la solution d'un certains nombres de problèmes où la solution strictement juridique est impuissante et inacceptable.

Le terme d'équité recèle plusieurs sens en droit international public. Le premier sens identifiable est lié à l'idée d'appliquer la justice en toute équité. Dans ce cas, l'équité va servir d'élément interprétatif du droit et permettre à celui qui l'utilise de rendre une décision juste. Il est important de noter, que dans ce cas, la règle de droit existe et est appliquée, toutefois elle va être modérée par le concept de l'équité. Un autre sens attribué à l'équité en droit international, est celui issu du Statut de la Cour Internationale de justice (CIJ) à l'article 38.2. L'article énonce que le juge peut statuer en équité ou ex aequo et bono mais seulement à la demande expresse des parties. Contrairement au cas précédent, les principes de l'équité seront ainsi appliqués en écartant la règle de droit existante. Dans le cas où la Cour statue ex aequo et bono, c'est-à-dire en fonction du sentiment que le juge a personnellement de l'égal et du bon, ou, si l'on préfère, du juste, revient pour lui à écarter purement et simplement l'application des règles de droit. En leur lieu et place, il jugera alors « en équité », en apportant au litige la solution qui lui paraît juste, sur la base de sa propre conception de la justice⁵. Si la demande des parties n'est pas évidente, la Cour ne pourra pas recourir à l'équité, car il faut à tout prix leur consentement formel. Certaines personnes perçoivent l'équité, selon sa fonction ou la manière qu'elle est appliquée, comme une source auxiliaire du droit. Toutefois, bien qu'appliquée dans la société internationale, l'équité ne constitue pas à proprement parler une source de droit⁶, elle est plutôt un substitut au droit. Elle est un système de référence d'un règlement juridictionnel des différends internationaux⁷ ou encore, une force qui complète le droit et l'aide à avancer dans sa démarche visant à produire des résultats justes dans le cadre des conflits entre les parties.

B- La notion de justice distributive

L'approche philosophique

⁵ DUPUY, Pierre-Marie (1995). Droit international public, 3^{ème} édition. Paris : Dalloz, 590 p.

⁶ RUZIÉ, David (2008). Mémentos de Droit international public, 19^{ème} édition. Paris : Dalloz, 299 p.

⁷ DAILLIER, Patrick et PELLET, Alain (1999). Droit International Public, 6^{ème} édition. Paris : L.G.D.J., 1455 p.

La justice distributive désigne, selon Aristote, la première espèce de la justice particulière qui s'exerce dans la distribution des honneurs ou des richesses ou des autres avantages qui peuvent être repartis entre les membres d'une communauté politique, à l'inverse de la justice commutative qui établit une égalité arithmétique, la justice distributive établit une égalité géométrique. Elle distribue alors selon les mérites, faisant cas des inégalités entre les personnes c'est-à-dire, aux personnes inégales, des parts inégales. La mesure du mérite est fonction des régimes politique et donc des valeurs auxquelles ils sont attachés. Selon lui la justice distributive repose sur une égalité non absolue mais proportionnelle. La justice distributive a pour but selon sa vision, de réduire les inégalités injustes et d'augmenter les inégalités « justes ». Il s'agit pour lui d'opérer autant qu'il est possible, entre les hommes la meilleure répartition des richesses⁸. Par exemple, l'attribution des charges et des honneurs dans la cité devra se faire en fonction de la proportion des mérites et des apports personnels de chaque citoyen. En respectant la proportion géométrique qui règle la justice distributive, les postes étaient attribués dans la cité d'après les qualités personnelles de chacun. Autrement dit, la justice distributive est la distribution de biens communs selon les mérites de chacun. Cette notion est très développée dans le livre V de « l'Éthique à Nicomaque » d'Aristote mais il en traite également dans « La Politique ».

Par ailleurs, la morale de Saint-Thomas est très proche de celle d'Aristote, notamment la distinction entre justice distributive qui vise à répartir les biens selon les qualités de chacun et la justice commutative qui règle les échanges économiques de manière égalitaire. Il attribue la vertu à l'aristocratie, la richesse à l'oligarchie et la liberté à la démocratie, sans exhaustivité. Les droits, obligations, charges et avantages, sont répartis en respectant les critères de mérites, les besoins et les actions.

Aussi, nous remarquons un rapprochement entre la notion de justice distributive et celle de justice sociale qui a pour but de réduire les inégalités matérielles. La justice sociale peut se définir de manière négative comme suit : « est injuste ce qui n'est pas acceptable socialement ». Par exemple, les inégalités de salaires entre métiers de qualifications différentes sont le plus souvent considérées comme juste, parce qu'elles sont socialement

⁸ TERRÉ, François (1998). Introduction générale au droit, 4^{ème} édition. Paris : Dalloz, 646 p.

acceptées par la majorité. Il existe une différence entre justice sociale ou (équité) et égalité. La justice sociale est aussi une notion qui évolue dans le temps, ce qui est juste socialement peut devenir injuste si le contexte change. C'est essentiellement une projection vers une société plus juste, ce n'est plus réellement une fin en soi, il y a toujours des injustices.

La notion de justice distributive en droit international public

L'application de la justice distributive contribue à une réglementation de la répartition des richesses ou des avantages que peuvent tirer les Etats dans leur rapport. Le droit international public est l'ensemble des normes juridiques qui règlent les relations internationales, c'est-à-dire des normes prescriptives, prohibitives ou permissives. Cet ordre normatif est un facteur d'organisation sociale qui remplit une double fonction : réduire l'anarchie dans les relations internationales en assurant la coexistence entre les Etats et satisfaire des intérêts communs. Le droit international public dans son objectif de satisfaire l'intérêt général au sein de la communauté internationale, utilise des mécanismes qui assurent une juste répartition des biens communs entre les États. C'est ainsi que dans la convention de 1982 sur le droit de la mer, le but recherché était de faire bénéficier aux pays en développement, d'une partie des avantages financiers et d'autres avantages économiques tirés de l'exploitation des minéraux. À travers cette convention, on voit ressortir l'idée d'une justice distributive puisqu'elle a été établie afin d'assurer la satisfaction de tous, non seulement au niveau de résolution des conflits mais aussi au niveau de la gestion équitable des ressources internationales.

II- Application des notions d'équité et de justice distributive :

Les notions d'équité et de justice distributive étant définies, nous allons maintenant aborder l'application de chacune de ces notions. Dans un premier temps, nous allons voir d'une part le triple rôle de l'équité en droit international public et ses moyens de mise en œuvre de l'autre, et dans un deuxième temps expliquer la finalité de la justice distributive.

A- Rôle et mise en œuvre de l'équité

L'application de l'équité à une affaire donnée peut comprendre l'application d'un ou de plusieurs principes équitables qui englobent les concepts, les règles proprement dites et les normes, l'adoption d'une ou plusieurs procédures équitables qui garantit que dans le processus d'enquête et d'examen les parties ont la possibilité de faire valoir leurs moyens respectif devant la Cour ou le tribunal et l'emploi d'une méthode équitable qui est appliquée pour parvenir à un résultat équitable, lequel est selon la Cour dans certaines affaires, l'élément principal. Cette application des concepts, procédures, méthodes équitables afin d'obtenir un résultat équitable illustre le recours positif ou à priori à l'équité. Toutefois, le recours à l'équité peut-être aussi négatif ou à posteriori, c'est-à-dire que l'équité sera appliquée pour vérifier un résultat de manière à savoir s'il est réellement équitable.

Le triple rôle de l'équité en droit international public

L'équité peut remplir trois fonctions qui sont, premièrement la fonction modératrice, c'est-à-dire interprétatrice des règles obscures ou « *infra legem* », en deuxième lieu la fonction supplétive en comblant les lacunes du droit positif ou « *praeter legem* » et enfin une fonction politique qui va à l'encontre du droit puisqu'elle vise à remplacer une règle qui est normalement applicable ou « *contra legem* ».

Le cas de la fonction modératrice ou « *infra legem* », est celui où l'équité est inhérente à la règle de droit. Elle intervient donc de manière à interpréter une règle abstraite dans une situation concrète. Elle est un moyen d'atténuer le droit et correspond à un certain bon sens. Elle permet ainsi d'écarter tout ce qui pourrait aboutir à un résultat anormal. Parmi certains exemples où la notion d'équité a été appliquée comme partie intégrante du droit, on peut citer l'affaire du plateau continental de la mer du nord de 1969 où la Cour Internationale de Justice s'est référée à la notion de l'équité, la convention de Montego-Bay sur le droit de la mer de 1982 évoque la recherche d'une « solution équitable » dans le domaine de délimitation maritime, à propos de la délimitation de la zone économique exclusive et du plateau continental et c'est dans ce sens qu'a statué la Cour Internationale de Justice en 1984 dans l'affaire du golf de Maine, l'affaire Danemark/Norvège en 1992,

dans le différend entre Turquie et l'URSS du 23 Juin 1978 concernant la délimitation du plateau continental de la Mer Noire et le différend entre la France et le Venezuela du 17 Juillet 1980 sur les Caraïbes. Aussi, dans le cadre de l'utilisation des voies d'eaux internationales, on parle « d'utilisation équitable » et dans le domaine d'allocation des ondes de fréquence et des orbites géostationnaires, l'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré : « l'utilisation rationnelle et équitable de l'orbite géostationnaire ». Nous remarquons alors que non seulement en matière de conflits, mais aussi dans le cadre d'utilisation de ressources internationales, la notion de l'équité est appliquée et joue un rôle modérateur.

La fonction supplétive ou « *praeter legem* » permet de compléter le droit en comblant une lacune⁹. Ainsi, pour statuer, le juge va au-delà du droit. C'est un moyen de perfectionner le droit.

Enfin, la fonction politique ou « *contra legem* » constitue un moyen de réformer le droit. Dans ce cas, les parties demanderont à un arbitre de prendre sa décision sans observer les règles ordinaires du droit. Il va plutôt se baser sur l'équité pour statuer. Il statuera alors en « *ex aequo et bono* » et écartera l'application des règles de droit. Sa décision sera prise en fonction de son sentiment personnel et de ce qui est selon lui, égal, bon et juste. Toutefois, cette fonction de l'équité oppose et en quelque sorte rivalise le droit en proposant une série de principes autres que ceux du droit, ce qui n'est pas l'image de l'équité qui a véritablement place en droit international.

Les moyens de mise en œuvre de l'équité en droit international public

⁹ RUZIÉ, David (2008). Mémentos de Droit international public, 19^{ème} édition. Paris : Dalloz, 299 p.

L'équité peut-être mise en œuvre de deux manières qui sont d'un côté, de par la volonté expresse des parties et de l'autre, par des considérations de bonne foi dans les rapports entre les sujets du droit ou de bonne administration de la justice, sans qu'il soit exigé un consentement exprès¹⁰.

Dans le cas où il y a l'accord des parties, des clauses de jugement en équité ou clauses spéciales peuvent figurer dans les compromis par lesquelles les parties qui saisissent le juge ou l'arbitre, l'autorisent à juger en équité et ce, surtout dans le cadre de différend d'ordre territorial ou de responsabilité. Dans ces clauses, les parties demandent aux juges de statuer soit « d'après les principes du droit et de l'équité », soit « ex aequo et bono » qui est la formule de l'article 38.2 du Statut de la Cour Internationale de Justice et qui se lit comme suit : « La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer ex aequo et bono »¹¹. Cette pratique de régler les différends en utilisant l'équité reste très courante dans les contrats conclus entre des États et des sociétés étrangères, ils sont dits « internationalisés ». Les États peuvent aussi, dans la définition conventionnelle des normes ou institutions juridiques, renvoyer à l'équité ou à des « principes équitables ». Dans ce cas, le recours à l'équité devient une obligation. Ce type de renvois conventionnels devient de plus en plus fréquent. Par exemple, la Convention de Montego Bay de 1982 sur le droit de la mer contient plusieurs dispositions qui invitent à l'utilisation de principes équitables. Nous verrons qu'elle mentionne en son article 59 que les conflits devraient être résolus sur la base de l'équité : « Dans les cas où la Convention n'attribue de droits ou de juridiction, à l'intérieur de la zone économique exclusive, ni à l'Etat côtier ni à d'autres Etats et où il y a conflit entre les intérêts de l'Etat côtier et ceux d'un ou de plusieurs autres Etats, ce conflit devrait être résolu sur la base de *l'équité* et eu égard à toutes les circonstances pertinentes, compte tenu de l'importance que les intérêts en cause présentent pour les différentes parties et pour la communauté internationale dans son ensemble » et dans son article 83.1 l'aboutissement à une solution équitable : « La délimitation du plateau continental entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face est effectuée par voie d'accord conformément au droit international tel qu'il est visé à l'article 38 du Statut de la Cour

¹⁰ DAILLIER, Patrick et PELLET, Alain (1999). Droit International Public, 6^{ème} édition. Paris : L.G.D.J., 1455 p.

¹¹ <http://www.un.org/french/aboutun/icjstatute/pdf/icjstatute.pdf>

internationale de Justice, afin d'aboutir à une *solution équitable* »¹². Nous pouvons citer comme autre exemple l'article XII de la convention de 1972 sur la responsabilité pour les dommages causés par les objets spatiaux, le montant de la réparation « sera déterminé conformément au droit international et aux principes de *justice et d'équité* ».

Dans le cas où il n'y a pas le consentement exprès des parties, Le juge doit prendre en considération l'équité dans l'interprétation de la règle juridique. L'équité (*infra legem*) est une « qualité de droit » qui imprègne toutes les règles du droit international¹³. La Cour Internationale a confirmé ce point de vue dans l'affaire du plateau continental de la mer du Nord en 1969 : « Quel que soit le raisonnement juridique du juge, ses décisions doivent par définition être justes, donc, en ce sens équitables ». Il serait toutefois contraire au principe élémentaire de la sécurité juridique d'admettre que des considérations de l'équité peuvent conduire à écarter les règles de droit. Le rapport de la Commission du Droit International montre qu'il y a certaines limites à respecter : « Le principe de l'équité malgré son importance, n'a pas la prééminence, puisque l'ensemble de la règle se ramènerait alors à une règle d'équité. A la limite, cette règle rendrait inutile toute tentative de codification ... En fait, le principe de l'équité est davantage un facteur d'équilibre, un élément correctif destiné à préserver le caractère raisonnable du lien de rattachement... ». Une autre situation peut se présenter, où le juge statue selon une règle coutumière dont il a constaté l'existence, tout comme dans l'affaire du plateau continental de la mer du Nord où la délimitation du plateau entre les États doit s'effectuer par accord selon des principes équitables. Par ailleurs, le droit international demeure obscur quand au montant de l'indemnité en rapport avec la responsabilité internationale. De ce fait, les juges et arbitres sont souvent appelés à faire une évaluation équitable du montant des indemnités dues par les parties.

B- La finalité de la justice distributive

¹² <http://www.un.org/french/law/los/unclos/closindx.htm>

¹³ DAILLIER, Patrick et PELLET, Alain (1999). Droit International Public, 6^{ème} édition. Paris : L.G.D.J., 1455 p.

La justice distributive se justifie par le besoin de corriger une répartition des ressources qui n'est pas légitime du point de vue des droits, des mérites ou encore des besoins de chacun. Elle conduit à des interventions de transferts, le plus souvent de ressources, parfois de droits, entre ceux qui possèdent plus que la juste part et ceux possédant moins. Il faut tout aussi mentionner que ce type de justice n'a pas une finalité précise, mais relève plutôt de la justice procédurale, c'est-à-dire de la construction d'un système d'institutions justes administrées impartialement. Quand nous prenons en compte les différentes définitions de la justice distributive, nous remarquons qu'elles se basent toutes sur l'idée que la répartition doit se faire de façon équitable, selon les besoins de chacun, l'effort fourni, la contribution à la société, le mérite et les stipulations de la loi. Elle s'applique en droit international dans le but de rendre équitable la répartition des ressources internationales de manière à jouer indirectement un rôle dans l'un des objectifs principaux des Nations Unies qui est de maintenir la paix en évitant des conflits. C'est ainsi que le droit international est appelé à sauvegarder la planète et à gérer rationnellement et équitablement les ressources et espaces internationaux. La gestion rationnelle des ressources internationales se fait dans l'intérêt de l'humanité toute entière. Cette finalité globale est explicitée en ce sens que la politique de mise en valeur des ressources doit être menée « de manière à favoriser le développement harmonieux de l'économie mondiale et l'expansion équilibrée du commerce international, à promouvoir la coopération internationale aux fins du développement général de tous les pays et spécialement des États en développement »¹⁴, ceci selon l'article 150 de la convention de 1982. Enfin, cette idée de justice distributive revient au partage équitable des ressources internationales entre les différents États.

À travers la définition et les applications de ces deux notions, on peut conclure qu'il existe un très grand lien entre elles. Alors que l'équité est un recours qui tend à atténuer ce que le droit peut avoir de trop rigide en évitant qu'une partie soit lésée, la justice

¹⁴ http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1992_num_33_130_4698: MAHIOU, Ahmed (1992). Procédures de décision et droit international, volume 33. pp. 429-453.

distributive répartie les richesses selon les mérites de chaque partie, donc de manière juste et équitable. En ce sens, l'équité s'applique à la justice distributive. N'empêche qu'il existera toujours des injustices d'une manière ou d'une autre, mais les deux ont pour but selon nous, de les réduire en utilisant des moyens justes. Par ailleurs, l'application de l'équité en droit international public peut se faire de manière à ce qu'elle soit utilisée comme approximativement synonyme de justice distributive en visant à satisfaire certaines exigences concernant des dispositions d'ordre économique et sociale et la redistribution des richesses. Quand à Haïti, vu qu'elle est membre de différentes organisations internationales, elle adhère indirectement à ces deux notions de droit international public.

Bibliographie

- DAILLIER, Patrick et PELLET, Alain (1999). Droit International Public, 6^{ème} édition. Paris : L.G.D.J., 1455 p.
- RUZIÉ, David (2008). Mémentos de Droit international public, 19^{ème} édition. Paris : Dalloz, 299 p.
- DUPUY, Pierre-Marie (1995). Droit international public, 3^{ème} édition. Paris : Dalloz, 590 p
- TERRÉ, François (1998). Introduction générale au droit, 4^{ème} édition. Paris : Dalloz, 646 p.
- CORNU, Gérard (2007). Vocabulaire Juridique. Paris: Quadriga, 986 p.
- <http://www.un.org/french/law/los/unclos/closindx.htm>
- <http://www.icj-cij.org/docket/files/78/6761.pdf>
- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1992_num_33_130_4698: MAHIOU, Ahmed (1992). Procédures de décision et droit international, volume 33. pp. 429-453.